

Buenos Aires: l'hôtel Bauen en cours d'expulsion

24-07-2007

La Justice ordonne l'expulsion de l'Hôtel Bauen, qui a été récupéré par ses travailleurs. Ceux-ci lient la décision avec le triomphe de la droite à Buenos Aires et anticipent qu'ils résisteront son application.

La Justice ordonne aux travailleurs de l'Hôtel Bauen de restituer le bâtiment dans les 30 jours à ses anciens propriétaires. La résolution signée par la juge Paula Hualde est arrivée vendredi à l'hôtel et les travailleurs ont commencé à débattre d'une stratégie pour empêcher l'expulsion. Avec cet objectif, ils ont appelé à une réunion ouverte pour le lundi 23 juillet dans le bâtiment de l'avenue Callao.

Fabio Resino, membre de la coopérative des travailleurs, a lié la décision judiciaire « au changement politique » produit par le triomphe de Mauricio Macri à Buenos Aires. Resino a rapporté que, de manière simultanée à l'ordre d'expulsion du Bauen, « vient de sortir une autre résolution judiciaire qui ne reconnaît pas le caractère insalubre du travail dans le métro », où s'exprime un nouvelle conflictualité syndicale, « et sont apparus des obstacles pour régler la loi qui permettrait d'exproprier les entreprises récupérées de la Ville ».

La décision de la juge Hualde profite à Mercoteles S. A., à qui il est ordonné de transférer le bâtiment. Les travailleurs du Bauen ont dénoncé qu'il s'agit d'une entreprise liée aux vieux propriétaires de l'hôtel. L'histoire est compliquée : Marcelo Lurkovich a inauguré le Bauen pour le Mondial 1978 avec un crédit du Banade, qu'il n'a jamais terminé de payer (on estime qu'il doit encore 13 millions de pesos). En 1997, il l'a vendu à la compagnie chilienne Solari S. A., qui a aussi contracter des dettes pour plus de 5 millions et a conduit l'hôtel à la faillite en 2001, en laissant tout le personnel dans la rue. En 2003, un groupe de travailleurs l'a occupé et il l'a postérieurement réouvert. Ils ont ainsi récupéré 154 postes de travail.

« Mercoteles S. A. soutient qu'elle a acheté l'hôtel, fin 2005 ou début 2006, c'est à dire quand les gens étaient déjà à l'intérieur », a détaillé hier Diego Carbone, avocat de la coopérative. « Comme directeur de Mercoteles apparaît Samuel Kaliman, un homme de 70 ans qui est beau-frère de Marcelo Lurkovich ». Le soupçon que Kaliman soit en réalité un prête-nom des anciens propriétaires est soutenu en outre par d'autres indices. L'année dernière, Kaliman a déposé une plainte à la justice contre les travailleurs, pour manque de sécurité dans le bâtiment, l'hôtel a été transitoirement fermé et l'affaire s'est terminée par un procès.

Lors des auditions, « Kaliman n'a pas su donner le domicile légal de Mercoteles, ni les jours de reunion du directoire ni les noms des partenaires les plus importants », a indiqué Carbone, qui en son temps a porter plainte pour que soit réalisées des recherches sur véracité du directeur.

Depuis la réouverture de leur lieu de travail, les travailleurs de l'hôtel ont impulsé plusieurs projets d'expropriation, mais aucun n'a prospéré. Ils proposaient que l'Etat, comme créancier des deux gestions antérieures (en raison du crédit non remboursé du Banade et la dette pour des impôts municipaux), utilise ces dettes comme partie du paiement du bâtiment.

Malgré ceci, en décembre 2005, la droite du parlement de Buenos Aires a approuvé un projet contraire : il établissait restituer l'immeuble à ses anciens propriétaires, leur annuler les dettes et leur accorder une subvention pour payer les salaires des employés pour un an. La pression des mobilisations a réussi à le désactiver.

Actuellement, le Bauen fonctionne à plein régime. En plus de travailler avec le tourisme, ses salons sont quotidiennement utilisés par des organisations sociales et politiques, et pour des activités culturelles. Au bar, se croisent des étrangers et des activistes syndicaux, et un pourcentage des chambres sont réservées à des militants sociaux de l'intérieur du pays quand ils ont besoin de passer quelques jours à Buenos Aires. Il n'y a pas de conflit social dans la ville qui n'a pas installé un point de rencontre dans l'hôtel. C'est pourquoi on en déduit qu'une éventuelle expulsion trouvera le lieu entouré de soutien social. Les travailleurs n'ont pas encore défini la stratégie légale à suivre ; pour le moment ils ont anticipé qu'ils ne laisseront pas le bâtiment et ont appelé à la réunion ouverte pour organiser le soutien à la coopérative.

1- En juin dernier, Mauricio Macri, entrepreneur de droite, a remporté les élections municipales de la ville de Buenos Aires, et entrera en fonction en décembre prochain. (NdT). Laura Vales, Pagina/12, 22 juillet 2007. Traduction: <http://amerikenlutte.free.fr> RESISTANCE :Les délégués syndicaux ont avancé qu'ils feront appel du jugement de la juge Hualde et ont affirmé avoir "le soutien d'organisations politiques, de mouvements sociaux et culturels et de la communauté".Les travailleurs ont décidé hier un plan de lutte pour s'opposer à la décision d'expulsion, qui commencera à être dessiné jeudi prochain, 26 août, bien qu'ils ont avancé que le 23 août une mobilisation massive sera réalisée "jusqu'au siège judiciaire".Ils ont aussi souligné qu'entre les 19 et 25 août différentes activités seront réalisées, des tracts seront distribués et des tables de renseignements s'installeront dans des points névralgiques de la Capitale Fédérale pour expliquer à la population les portées de la mesure.De plus, la semaine prochaine, ils convoqueront une conférence de presse, à laquelle des députés nationaux et des artistes participeront.Pagina/12, 24 juillet 2007.